La situation sociale est catastrophique pour l'ensemble de la classe des exploité-es (travailleurs avec emploi et travailleurs sans emploi que l'on appelle chômeurs).

L'état d'urgence sanitaire inscrit dans la constitution a permis au capitalisme d'en finir avec le code du travail et le peu de droits qui restaient. Maintenant il s'attaque, avec la nouvelle réforme du chômage, aux indemnités des sans-emplois. Cette réforme va amputer l'indemnité versée au travailleur privé d'emploi de 17%environ suivant les cas de figure.
Aujourd'hui, les travailleurs sont divisés. Les résultats des élections dans les TPE du mois d'avril 2021 en attestent avec une liste d'organisations syndicales longue comme un bras de basketteur de la NBA, et une participation au ras des pâquerettes. Notre organisation a toujours proclamé que les élections professionnelles divisent les travailleurs, ce n'est plus à démontrer !!!
Nous revendiquons un syndicalisme par site de production et non un syndicalisme catégoriel. Les dirigeants économiques l'ont bien compris. Ils multiplient les filiales et prestataires extérieurs sur un même site pour empêcher un syndicalisme de masse. L?État fait de même dans les hôpitaux, les agences et autres directions départementales regroupant des statuts différents privés ou publics. Or les syndicats institutionnels continuent à travailler par statut évitant à tout prix les revendications communes. Seule existe encore la solidarité de fait entre les travailleurs à la base sur un même lieu d'activité.

Aujourd'hui, l'ensemble du personnel soignant se bat pour des meilleures conditions de travail, pour de meilleurs salaires. Les caissières, les auxiliaires de vie, les soignants-es les travailleurs de la métallurgie, ceux du bâtiment, tous les salariés en général ne se

battent-ils pas aussi pour des meilleures conditions de travail et des meilleurs salaires?

Les travailleurs sans emploi luttent aussi pour de meilleures conditions de vie et des meilleures indemnisations.
Pourquoi diviser les luttes ? Si ce n'est que pour mieux contrôler le mécontentement social. On peut poser la question. Mais pourquoi et pour qui mieux contrôler le mécontentement ?

Travailleurs syndiqués, renversons la table, prenons nos revendications en main, organisons-nous dans nos syndicats sans leader ni chef.
Travailleurs sans emploi, ne restons pas isolés, rejoignons nos camarades de classe.

Après la dissolution de la première internationale (AIT) à la suite du massacre de la Commune de Paris, c'est dans les congrès ouvriers que l'idée d'une revendication commune pour des meilleures conditions de vie émergea.

Aujourd'hui c'est un jour de commémoration de ce 1er Mai 1886 qui devint très vite, après l'exécution de ceux que l'on appelle les « martyrs de Chicago », une journée internationale de revendications pour les huit heures de travail, huit heures de loisirs et huit heures de repos.
Mais aussi cette année, c'est le 150èmeanniversaire de la commune de Paris et aussi de celle de Lyon, Marseille, de Bordeaux et d'ailleurs.
Nos anciens camarades avaient bien trouvé un dénominateur commun pour cette « convergence de lutte » dans un rêve commun, celui d'une société différente sans exploitation ni classes sociales, sans chef ni tribun, de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins.

Le capitalisme et son bras droit -les gouvernements successifs- ne font pas de différence dans l'exploitation, un peu moins de pression pour certains et un peu plus pour d'autres mais le poids de la hiérarchie et des inégalités pèsent sur l'ensemble des exploités. Le capitalisme est uni, la classe ouvrière est divisée, là est la différence. Tirons des leçons du passé, soyons à la hauteur des enjeux.

L'émancipation des travailleuses et des travailleurs sera l'œuvre d'elles-même et d'eux-mêmes, en lutte contre le capitalisme !!!